Annexe 5 – Les modèles de convention d’attribution d’une subvention versée par l’intermédiaire du Fonjep et le modèle d’avenant

1. Le modèle de convention avec annexes

CONVENTION RELATIVE À L’ATTRIBUTION D’UNE SUBVENTION D’APPUI AU SECTEUR ASSOCIATIF VERSÉE PAR L’INTERMÉDIAIRE DU FONJEP

Entre

Le **Nom du financeur**, et désigné sous le terme « l’Administration » d’une part,

et

Le **Nom de l’association bénéficiaire de la subvention Fonjep**, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé **adresse** à **code postal et ville**, représentée par **son représentant légal**, et désignée sous le terme « l’Association », d’autre part,

N° Siret : **XXX XXX XXX XXXXX**

Ensemble, désignés sous le terme les « Parties » ;

Vu la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 modifiée relative à l’engagement éducatif, et notamment son article 19, au terme duquel : « L’État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier au Fonds de coopération de la jeunesse et de l’éducation populaire le soin de procéder au versement, pour leur compte et selon des modalités qu’ils définissent, des subventions destinées au financement de projets de solidarité internationale, à la rémunération de personnels des associations intervenant dans le domaine de la jeunesse, de l’éducation populaire, du sport, de la culture ou de la protection de l’environnement ou concourant à l’action sociale des collectivités publiques, ainsi qu’au versement des indemnités ou cotisations relatives au volontariat de solidarité internationale aux associations ou organismes agréés dans ce cadre » ;

Vu l’instruction interministérielle « **n° XXX du XX/XX/2025 relative aux subventions d’appui au secteur associatif versées par l’intermédiaire du Fonjep** » ;

Vu la convention en vigueur entre l’État et le Fonds de coopération de la jeunesse et de l’éducation populaire (Fonjep) ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant que l’Association s’engage à respecter les valeurs de la République et la liberté de conscience de ses adhérents ainsi que celle des bénéficiaires des activités qu’elle propose ;

Considérant que le projet initié et conçu par l’Association est conforme à son objet statutaire, à savoir :

« **Objet social de l’association** » ;

Considérant que le programme budgétaire « **XXX** » définit les missions de service public réalisées directement ou indirectement par l’Administration et qu’il a comme objectif plus spécifiquement de créer les conditions favorables au développement des associations ;

Considérant que l’association participe à cette politique ;

Considérant que la subvention versée par l’intermédiaire du Fonjep est une participation au financement de l’emploi d’une personne et que l’Association s’engage à assurer le cofinancement du complément du salaire avec, le cas échéant, la participation d’un tiers ;

Considérant que cette subvention, si elle est destinée à soutenir un emploi qualifié, ne constitue pas une aide à l’individu mais bien une aide à la structure, et que l’Association s’engage à ce que le titulaire du poste ne bénéficie pas, en parallèle, d’un dispositif d’Emploi aidé de l’État ;

Considérant que l'instruction interministérielle relative aux subventions d'appui au secteur associatif versées par l'intermédiaire du Fonjep susvisée précise les conditions d'attribution des subventions Jeunesse et éducation populaire, Guid'Asso, Cohésion sociale et Politique de la ville ;

Considérant que l'Administration confie au Fonjep le soin de procéder au versement de la subvention aux associations qu'elle désigne ;

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre, par l'emploi d'une ou de plusieurs personnes, le projet d'intérêt économique général précisé en annexe 1 à la présente convention, laquelle fait partie intégrante de la convention.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt général qui n'a pas de caractère économique au regard du caractère social de l'activité, des conditions d'exercice de l'activité et de l'environnement dans lequel l'activité est réalisée, conditions de la qualification prévues par la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Option : L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

L'Administration s'engage, sous réserve de la disponibilité des crédits en loi de finances, à soutenir la mise en œuvre du projet par l'attribution de **nombre d'unité(s) de subvention (en toutes lettres) unité(s)** de subvention **versée(s)** par l'intermédiaire du Fonjep, et dans les conditions exposées ci-après.

Article 2 : Durée de la convention

La subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep (n° de l'unité de subvention Fonjep, dite « poste Fonjep » : **XXXXXX**) est attribuée pour une durée de trois ans **(année N/année N + 2)**, à compter du **jour/mois/année N**.

Pendant la durée de la convention, la subvention est versée sous réserve :

- de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances ;
- du respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1, 5, 6, 8 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 11, à moins qu'il ne soit fait application de l'article 7.

Article 3 : Conditions de détermination du coût du projet

Considérant que la référence en matière de coût éligible du projet en ce qui concerne la subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep est uniquement la rémunération de la personne occupant l'emploi, nécessaire à la réalisation du projet ; cette subvention ne peut en aucun cas dépasser le coût identifiable et contrôlable de la rémunération dépensé par l'Association.

Le Fonjep vérifie que la subvention accordée contribue à la rémunération des salariés dans les conditions fixées à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la contribution financière

Le versement de la subvention est effectué par l'organisme Fonjep, conformément à la convention liant l'État et le Fonjep, notamment en fonction de l'occupation effective des emplois pour la mise en œuvre du projet.

Article 5 : Justificatifs

L'Association s'engage à fournir, à l'Administration, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059) ;

- les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

L'Association s'engage à télécharger dans l'application Extranet du Fonjep tous les documents nécessaires au suivi de la subvention et de l'occupation effective de l'(ou des) emploi(s) et à répondre à toutes les sollicitations du Fonjep.

Article 6 : Autres engagements

L'Association informe sans délai l'Administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (option tribunal d'instance). En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Administration s'engage à un usage restreint des données à caractère personnel des salariés sur l'Extranet du Fonjep uniquement, d'une part, à des fins d'identification des salariés dans le cadre du contrôle des subventions servant à la rémunération de ces salariés, décidées en application de l'article 19 de la loi du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif et, d'autre part, à des fins statistiques principalement pour informer le Parlement de l'emploi des crédits en application des articles 48, 51 et 54 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances.

Article 7 : Sanctions

Si l'objet ou l'activité de l'Association est illicite ou que les modalités selon lesquelles elle conduit ses activités sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, l'Administration ordonne, par une décision motivée, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

En cas de manquement aux principes énoncés au préambule de la présente convention, l'Administration peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants. En cas de manquement à la production des documents exigés par l'Administration ou le Fonjep, l'Administration peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 et résilier convention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

L'Administration informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Évaluation

Avant la fin de la dernière année couverte par la convention, l'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif notamment sur la base des indicateurs prévus en annexe 2.

Article 9 : Contrôles

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation du projet subventionné et le contrôle par le Fonjep de l'effectivité de l'(ou des) emploi(s).

Le Fonjep assure le suivi de l'occupation effective de l'(ou des) emploi(s) destiné(s) à la mise en œuvre du projet subventionné : tout changement de situation (départ, formation, congé maladie, etc.) entraîne des modifications sur le montant des subventions versées.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le

cadre de l'évaluation prévue à l'article 8. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Article 10 : Conditions de prolongation de la convention

La prolongation de la convention est subordonnée à la réalisation des engagements et aux résultats des contrôles prévus aux articles 5, 6 et 9 ainsi que de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et l'Association. La demande de modification de la présente convention, dont sa reconduction, est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 12 : Annexes

La présente convention comporte :

- en annexe 1 : la description du projet ;
- en annexe 2 : les indicateurs d'évaluation du projet ;
- en annexe 3 : les budgets prévisionnels du projet.

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Article 13 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent, **sis**

Le

Pour l'Association,
Le(la) représentant(e) légal(e)

Pour le Nom du financeur,

ANNEXE 1¹

DESCRIPTION DU PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre les actions suivantes (**Option** : comportant des « obligations de service public ») destinées à permettre la réalisation du(des) projet(s) visé(s) à l'article 1 de la convention :

Mission n° 1 : titre de la mission (numéro de l'unité de subvention Fonjep)
--

Objectifs de la mission du salarié :

- ... ;
-

Public(s) visé(s) par la mission du salarié :

- ... ;
-

Descriptif des actions mises en œuvre par le salarié :

- ... ;
-

Aire géographique de la mission du salarié :

- un ou plusieurs quartiers (préciser lesquels)
- une ou plusieurs villes (préciser lesquelles)
- un ou plusieurs départements (préciser lesquels)
- une région

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains : intitulé de la fonction du salarié à laquelle est rattachée la subvention Fonjep

Quotité de travail du titulaire du poste :

- temps plein
- temps partiel → préciser la quotité de travail en % : %

Lieu d'exercice prévu :

Nom de l'association employeur :

Adresse de l'employeur :

N° Siret de l'employeur :

Si l'association bénéficie d'une deuxième subvention Fonjep :

Mission n° 2 : titre de la mission (numéro de l'unité de subvention Fonjep)
--

.....

1. Annexe 1 de la convention d'attribution d'une subvention Fonjep.

ANNEXE 2²
LES INDICATEURS D'ÉVALUATION DU PROJET

Mission n° 1 : titre de la mission (numéro de l'unité de subvention Fonjep)

Indicateurs quantitatifs :

	Année N	Année N + 1	Année N + 2
Indicateur n° 1 :	Donnée chiffrée	Donnée chiffrée	Donnée chiffrée
Indicateur n° 2 :	Donnée chiffrée	Donnée chiffrée	Donnée chiffrée
Indicateur n° 3 :	Donnée chiffrée	Donnée chiffrée	Donnée chiffrée

Indicateurs qualitatifs :

Si l'association bénéficie d'une deuxième subvention Fonjep :

Mission n° 2 : titre de la mission (numéro de l'unité de subvention Fonjep)

.....

2. Annexe 2 de la convention d'attribution d'une subvention Fonjep.

ANNEXE 3³
BUDGETS PRÉVISIONNELS DU PROJET
Le total des charges est égal au total des produits

Année N

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 1

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 2

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

3. Annexe 3 de la convention d'attribution d'une subvention Fonjep.

2. Le modèle de convention simplifiée sans annexe

CONVENTION RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'APPUI AU SECTEUR ASSOCIATIF VERSÉE PAR L'INTERMÉDIAIRE DU FONJEP

Entre

Le **Nom du financeur**, et désigné sous le terme « l'Administration » d'une part,

et

Le **Nom de l'association bénéficiaire de la subvention Fonjep**, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé **adresse** à **code postal et ville**, représentée par **son représentant légal**, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,

N° Siret : **XXX XXX XXX XXXXX**

Ensemble, désignés sous le terme les « Parties » ;

Vu la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 modifiée relative à l'engagement éducatif, et notamment son article 19, au terme duquel : « L'État, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier au Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire le soin de procéder au versement, pour leur compte et selon des modalités qu'ils définissent, des subventions destinées au financement de projets de solidarité internationale, à la rémunération de personnels des associations intervenant dans le domaine de la jeunesse, de l'éducation populaire, du sport, de la culture ou de la protection de l'environnement ou concourant à l'action sociale des collectivités publiques, ainsi qu'au versement des indemnités ou cotisations relatives au volontariat de solidarité internationale aux associations ou organismes agréés dans ce cadre » ;

Vu l'instruction interministérielle « **n° XXX du XX/XX/2025 relative aux subventions d'appui au secteur associatif versées par l'intermédiaire du Fonjep** » ;

Vu la convention en vigueur signée entre l'État et le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (Fonjep) ;

Vu les statuts du Fonjep ;

Vu la demande de subvention formulée par l'association en date du **XX XX XXXX** pour une demande de subvention Fonjep pour le poste de ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Considérant que l'Association s'engage à respecter les valeurs de la République et la liberté de conscience de ses adhérents ainsi que celle des bénéficiaires des activités qu'elle propose ;

Considérant que le projet initié et conçu par l'Association est conforme à son objet statutaire ;

Considérant que le programme budgétaire « **XXX** » définit les missions de service public réalisées directement ou indirectement par l'Administration et qu'il a comme objectif plus spécifiquement de créer les conditions favorables au développement des associations ;

Considérant que l'Association participe à cette politique ;

Considérant que la subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep est une participation au financement de l'emploi d'une personne et que l'Association s'engage à assurer le cofinancement du complément du salaire avec, le cas échéant, la participation d'un tiers ;

Considérant que cette subvention, si elle est destinée à soutenir un emploi qualifié, ne constitue pas une aide à l'individu mais bien une aide à la structure, et que l'Association s'engage à ce que le titulaire du poste ne bénéficie pas, en parallèle, d'un dispositif d'« emploi aidé » de l'État ;

Considérant que l'instruction interministérielle relative aux subventions d'appui au secteur associatif versées par l'intermédiaire du Fonjep susvisée précise les conditions d'attribution des subventions Jeunesse et éducation populaire, Guid'Asso, Cohésion sociale et Politique de la ville ;

Considérant que l'Administration confie au Fonjep le soin de procéder au versement de la subvention aux associations qu'elle désigne ;

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'Association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, par l'emploi d'une ou de plusieurs personnes, le projet d'intérêt économique général présenté par l'association.

L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt général qui n'a pas de caractère économique au regard du caractère social de l'activité, des conditions d'exercice de l'activité et de l'environnement dans lequel l'activité est réalisée, conditions de la qualification prévues par la circulaire du Premier ministre n° 5811/SG du 29 septembre 2015. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

Option : L'Administration contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission européenne relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

L'Administration s'engage, sous réserve de la disponibilité des crédits en loi de finances, à soutenir la mise en œuvre du projet par l'attribution de **nombre d'unité(s) de subvention (en toutes lettres) unité(s)** de subvention **versée(s)** par l'intermédiaire du Fonjep, et dans les conditions exposées ci-après.

Article 2 : Durée de la convention

La subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep (n° de l'unité de subvention Fonjep, dite « poste Fonjep » : **XXXXXX**) est attribuée pour une durée de trois ans (**année N/année N + 2**), à compter du **jour/mois/année N**.

Pendant la durée de la convention, la subvention est versée sous réserve :

- de l'inscription des crédits de paiement en loi de finances,
- du respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1, 5, 6, 8 et 9 sans préjudice de l'application de l'article 11, à moins qu'il ne soit fait application de l'article 7.

Article 3 : Conditions de détermination du coût du projet

Considérant que la référence en matière de coût éligible du projet en ce qui concerne la subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep est uniquement la rémunération de la personne occupant l'emploi nécessaire à la réalisation du projet ; cette subvention ne peut en aucun cas dépasser le coût identifiable et contrôlable de la rémunération dépensé par l'Association.

Le Fonjep vérifie que la subvention accordée contribue à la rémunération des salariés dans les conditions fixées à l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la contribution financière

Le versement de la subvention est effectué par l'organisme Fonjep, conformément à la convention liant l'État et le Fonjep, notamment en fonction de l'occupation effective des emplois pour la mise en œuvre du projet.

Article 5 : Justificatifs

L'Association s'engage à fournir, à l'Administration, dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

L'Association s'engage à télécharger dans l'application Extranet du Fonjep tous les documents nécessaires au suivi de la subvention et de l'occupation effective de l'(ou des) emploi(s) et à répondre à toutes les sollicitations du Fonjep.

Article 6 : Autres engagements

L'Association informe sans délai l'Administration de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations (option tribunal d'instance).

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, l'Association en informe l'Administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'Administration s'engage à un usage restreint des données à caractère personnel des salariés sur l'extranet Fonjep uniquement, d'une part, à des fins d'identification des salariés dans le cadre du contrôle des subventions servant à la rémunération de ces salariés, décidées en application de l'article 19 de la loi du 23 mai 2006 relative à l'engagement

éducatif et, d'autre part, à des fins statistiques principalement pour informer le Parlement de l'emploi des crédits en application des articles 48, 51 et 54 de la loi organique du 1 août 2001 relative aux lois de finances.

Article 7 : Sanctions

Si l'objet ou l'activité de l'Association est illicite ou que les modalités selon lesquelles elle conduit ses activités sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, l'Administration ordonne, par une décision motivée, le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

En cas de manquement aux principes énoncés au préambule de la présente convention, l'Administration peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants. En cas de manquement à la production des documents exigés par l'Administration ou le Fonjep, l'Administration peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 et résilier convention, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentant.

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de l'Administration, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

L'Administration informe l'Association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Évaluation

Avant la fin de la dernière année couverte par la convention, l'Administration procède à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association de la réalisation du projet auquel elle a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

Article 9 : Contrôles

L'Association s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'Administration de la réalisation du projet subventionné et le contrôle par le Fonjep de l'effectivité de l'(ou des) emploi(s).

Le Fonjep assure le suivi de l'occupation effective de l'(ou des) emploi(s) destiné(s) à la mise en œuvre du projet subventionné : tout changement de situation (départ, formation, congé maladie, etc.) entraîne des modifications sur le montant des subventions versées.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'Administration, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 8. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Article 10 : Conditions de prolongation de la convention

La prolongation de la convention est subordonnée à la réalisation des engagements et aux résultats des contrôles prévus aux articles 5, 6 et 9 ainsi que de l'évaluation prévue à l'article 8.

Article 11 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par l'Administration et l'Association. La demande de modification de la présente convention, dont sa reconduction, est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 12 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent, **sis**

Le

Pour l'Association,

Le(la) représentant(e) légal(e)

Pour le Nom du financeur,

3. Le modèle d'avenant de prolongation d'une convention

AVENANT n° XX À LA CONVENTION 20XX-20XX DU XX/XX/20XX RELATIVE À L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'APPUI AU SECTEUR ASSOCIATIF VERSÉE PAR L'INTERMÉDIAIRE DU FONJEP

Conclue entre

Le Nom du financeur, et désigné sous le terme « l'Administration » d'une part,

et

Le Nom de l'association bénéficiaire de la subvention Fonjep, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé **adresse** à **code postal et ville**, représentée par **son représentant légal**, et désignée sous le terme « l'Association », d'autre part,

N° Siret : **XXX XXX XXX XXXXX**

Ensemble, désignés sous le terme les « Parties » ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Pris en application des articles 10 et 11 de la convention pluriannuelle d'objectifs susvisée conclue entre les Parties, le présent avenant a pour objet de modifier dans ladite convention, la durée et les indicateurs et budgets prévisionnels précisés en annexes 2 et 3.

Article 2 :

L'article 2 de la convention est ainsi modifié :

Remplacer le premier paragraphe par le paragraphe suivant : « La subvention versée par l'intermédiaire du Fonjep (n° de l'unité de subvention Fonjep, dite « poste Fonjep » : **XXXXXXX**) est attribuée pour une durée de **six/neuf** ans (**année N/année N + 5/8**), à compter du **jour/mois/année N**. »

Article 3 :

Les annexes 2 et 3 se substituent aux annexes 2 et 3 de la convention susvisée.

Le

Pour l'Association,

Le(la) représentant(e) légal(e)

Pour le Nom du financeur,

ANNEXE 2⁴ LES INDICATEURS D'ÉVALUATION DU PROJET

Mission n° 1 : titre de la mission (numéro de l'unité de subvention Fonjep)

Indicateurs quantitatifs :

	Année N	N + 1	N + 2	N + 3	N + 4	N + 5	N + 6	N + 7	N + 8
Indicateur n° 1 :									
Indicateur n° 2 :									
Indicateur n° 3 :									

Indicateurs qualitatifs :

Si l'association bénéficie d'une deuxième subvention Fonjep :

Mission n° 2 : titre de la mission (numéro de l'unité de subvention Fonjep)

.....

4. Annexe 2 de la convention d'attribution d'une subvention Fonjep.

ANNEXE 3⁵
BUDGETS PRÉVISIONNELS DU PROJET
Le total des charges est égal au total des produits

Année N

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 1

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 2

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 3

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 4

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 5

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 6

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

5. Annexe 3 de la convention d'attribution d'une subvention Fonjep.

Année N + 7

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%

Année N + 8

Coût de l'action	Dont charges de personnel	Total subventions publiques sollicitées	% subventions publiques sollicitées/coût	Subventions Fonjep	% Fonjep/coût
€	€	€	%	€	%